

Numéro spécial de la *Revue internationale PME*
«Finance entrepreneuriale :
le défi d'intégrer l'entrepreneur à la gestion financière dans les PME»

Rédactrice invitée: Josée ST-PIERRE, Professeure titulaire Directrice du Laboratoire de recherche sur la performance des entreprises Institut de recherche sur les PME Université du Québec à Trois-Rivières	Co-rédactrice invitée : Nazik FADIL, Professeure de Comptabilité et Finance Responsable pédagogique Master par la voie de l'alternance (Le Havre) École de Management de Normandie
---	---

En 1991 et 1992, James Ang¹ montrait à quel point la finance entrepreneuriale se distinguait de la finance traditionnelle et revendiquait, à ce titre, que l'on y développe des questions de recherche spécifiques tout en remettant en question les hypothèses de la finance moderne. L'absence de diversification des ressources du dirigeant principal, l'importance des relations informelles dues à une forte proximité entre la PME et ses parties prenantes, une information asymétrique entre l'entreprise et ses bailleurs de fonds, une diversité d'objectifs motivant la création de l'entreprise sont autant de situations qui rendent uniques les PME et les distinguent de la grande entreprise.

Or, malgré cette mise en situation de Ang il y a près de vingt ans, on observe que peu de chercheurs en finance intègrent l'entrepreneur à leurs travaux, remettent en question des objectifs de maximisation économique, et que beaucoup hésitent même à considérer la PME comme une entité distincte de la grande firme. Pourtant, sauf pour une faible proportion d'entreprises où les dirigeants veulent dominer le marché mondial et se comportent en conséquence, les caractéristiques de la PME limitent l'application de plusieurs concepts et théories financières développés pour les firmes de grande taille où l'actionnariat est diffus, les portefeuilles sont diversifiés, l'optimisation des décisions n'est pas discutable et les marchés sont supposés parfaits.

Il est évident que la recherche financière sur les PME est exigeante et présente des défis qui ne sont pas toujours simples à relever pour des chercheurs ayant évolué dans un paradigme positiviste. La difficulté d'accéder aux informations des PME, la diversité des contextes qui influencent leurs activités, la symbiose entre le chef d'entreprise et sa firme faisant en sorte que les données financières doivent être complétées par des données qualitatives pour dresser un portrait fidèle de la PME et aussi mieux comprendre son fonctionnement et sa réalité, obligent le chercheur en finance à se rapprocher de son objet d'étude plutôt que de l'observer à distance notamment à partir de bases de données principalement financières. Par ailleurs, ces mêmes données qui constituent l'information clé des chercheurs doivent être analysées avec circonspection si l'on accepte que le chef d'entreprise ne prenne pas toujours ses décisions dans un but de maximisation des profits. Aussi, ce chef d'entreprise peut subir l'influence d'un donneur d'ordres qui lui impose les choix technologiques, alors qu'il exerce un contrôle absolu sur les prix de ventes. De telles situations se reflètent directement sur les données financières des PME qui ne peuvent dès lors être analysées en-dehors de ce contexte.

Les études de cas, les enquêtes, les entretiens personnels sont nécessaires pour une meilleure compréhension de certains sujets, notamment les objectifs financiers des dirigeants et le lien avec leurs choix de financement, et comment ils voient le risque de leurs décisions. L'approche financière pure serait aussi enrichie par la consultation des travaux en entrepreneuriat et en gestion des PME.

¹ Ang, J.S. (1992). On the theory of finance for privately held firms. *The Journal of Small Business Finance*, 1(3), 185-203.

Ang, J.S. (1991). Small business uniqueness and the theory of financial management. *The Journal of Small Business Finance*, 1(1), 1-13.

Ce changement de paradigme qui demande des efforts importants aux chercheurs est essentiel pour développer des connaissances adéquates qui pourront être utiles à la science, mais aussi au système financier, aux PME, aux pouvoirs publics, tout ceci afin de favoriser la performance économique des pays. À ce titre, il est étonnant de constater le peu de progrès réalisés depuis près de vingt ans sur l'accès des PME à du financement adéquat qui corresponde à leur réalité et à leurs besoins. Des rapports de l'OCDE des dernières années rappellent que les PME innovantes, en forte croissance, mondialisées rencontrent encore des difficultés à combler leurs besoins financiers, nécessitant ainsi l'intervention de l'État ou, pire, le ralentissement de leur croissance. L'immatérialité accrue des activités et actifs de ces entreprises remet en question les modèles traditionnels d'évaluation du risque et demande d'innover pour trouver des façons de mesurer le risque «réel» le plus objectivement possible et en ne faisant pas appel aux données financières dont la valeur prédictive est relativement faible pour ces firmes. D'aucuns revendiqueront différentes enquêtes réalisées dans plusieurs pays concluant qu'il n'y a pas de problèmes majeurs de financement des PME et donc, que les systèmes financiers n'ont pas à être critiqués. Or, ces études font fi d'une limite importante dans l'analyse des données où les échantillons ne sont pas différenciés entre les PME qui ont des besoins financiers (croissance, innovation, exportation) et celles qui n'en ont pas (pérennité). Celles qui ont de tels besoins représentent habituellement moins de 20% des entreprises enquêtées de sorte que leur réalité est totalement occultée par celle des entreprises satisfaites des marchés auxquels elles ont d'ailleurs peu recours.

L'objet de ce numéro spécial est de provoquer des remises en question des acquis disciplinaires et d'encourager une fracture avec les approches traditionnelles qui ne permettent pas d'approfondir nos connaissances de la finance dans les PME. Une invitation est donc faite aux chercheurs désireux de contribuer activement à cet objectif à soumettre un texte original (conceptuel, empirique, étude de cas, état de l'art), présenté de façon rigoureuse selon les normes de la Revue.

Envoi d'une intention de soumettre un texte (moins de 400 mots)	15 novembre 2010
Dépôt des textes complets	30 mars 2011
Information de la décision aux auteurs	31 juin 2011
Retour des versions définitives des textes corrigés	30 août 2011
Publication du numéro spécial	automne 2011

Voici quelques questions pertinentes non limitatives qui pourraient être traitées:

- *Le secteur d'activités est-il toujours le meilleur critère pour «juger» la performance d'une PME?*
- *Une approche qualitative à la mesure du risque des PME est-elle préférable à une approche quantitative?*
- *L'instabilité des données financières des gazelles sont-elles un prélude à des difficultés financières?*
- *Quel est le niveau de connaissances des dirigeants de PME du fonctionnement du système financier et des contraintes que subissent les bailleurs de fonds dans leur prise de décision?*
- *Qu'est-ce que le risque pour un dirigeant de PME ? Une préférence pour le financement par dettes est-elle une décision risquée ?*
- *Quels sont les risques induits par un financement par fonds propres, plutôt que par dettes, étant donné un partage du contrôle de l'entreprise, la possibilité de conflits entre le dirigeant et des actionnaires externes, la réduction du pouvoir «entrepreneurial» du chef de PME? Ce risque est-il aussi critique que le risque financier lié à une augmentation de la dette?*
- *Comment mesurer objectivement le risque «total» que la PME fait subir à ses bailleurs de fonds?*
- *Quelles seraient les sources de financement optimales pour les PME en croissance et fortement innovantes, tenant compte de la contrainte de conservation de l'indépendance du chef d'entreprise?*

Vous êtes priés d'acheminer vos textes à : *Revue internationale PME*
Courriel : <inrpme@uqtr.ca>